

3° 0,5 administratief;

4° 1,5 technisch;

5° 1 directeur, wanneer het gespecialiseerd opvangcentrum het enig erkend project van de dienst is.

Art. 6. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij vorig artikel, komen enkel de volgende ambten in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het bij artikel 5 bedoelde besluit:

A. Opvoedingspersoneel: alle ambten.

B. Psycho-sociaal personeel: maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in de strafinrichtingen of assistent in de psychologie of de licentiaten houder van een van de vijf licenties vermeld in de voormelde bijlage 3, behoudens de licentie in de rechten.

C. Administratief personeel : klerk, opsteller of huismeester.

D. Directiepersoneel: directeur met de weddeschaal A of B.

Afdeling 3. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 7. De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 5, toegekend aan het gespecialiseerd opvangcentrum, wordt vastgesteld op het indexeerbaar bedrag van F 1 854 538.

Afdeling 4. — Veranderlijk gedeelte van de toelagen

Art. 8. De dagvergoeding om de gewone kosten voor onderhoud en opvoeding van de jongeren te dekken zoals bepaald bij het besluit van 15 maart 1999 waarbij het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor kosten voor de tenlasteneming van de jongeren wordt vastgesteld, wordt met F 181 verhoogd.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 9. § 1. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren en een overeenkomst hadden gesloten op basis van artikel 61 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor een opvoedingsproject dat van dezelfde aard is als het project bedoeld bij dit besluit, blijven erkend en onderworpen aan de overeenkomst tot hun erkenning op basis van dit besluit, voor zover zij binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning hebben ingediend op basis van dit besluit.

De erkenning op basis van dit besluit moet uiterlijk binnen de vierentwintig maanden betekend worden te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding.

§ 2. Voor de diensten bedoeld bij § 1, die hogere referentienormen genoten inzake personeelsbestand op basis van het bij § 1 bedoelde besluit, worden deze normen behouden tot de natuurlijke afvloeiing van het overtalig personeel t.o.v. de normen bepaald bij dit besluit.

§ 3. Behoudens de diensten bedoeld bij § 1, moet het centrum, om erkend te worden gedurende de achttien maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit, opgericht zijn vanaf een dienst die reeds erkend was met toepassing van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1563

[C - 99/29254]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions
pour les centres d'observation et d'orientation**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les centres d'observation et d'orientation visés parmi les institutions offrant un hébergement aux jeunes mentionnés aux articles 1^{er}, 14^o et 43 du décret, ci-après dénommés les centres, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. Les centres ont pour missions d'organiser l'accueil collectif et l'éducation de 10 à 15 jeunes qui présentent des troubles et des comportements nécessitant une aide spécialisée en dehors de leur milieu familial et justifiant par leur gravité l'observation, l'analyse approfondie et une action spécifique visant au dépassement de la crise par le biais d'un encadrement adapté à cette fin.

Les centres établissent pour chaque jeune un bilan d'observation et un projet d'orientation favorisant, si possible et si l'intérêt du jeune ne s'y oppose pas, la réinsertion du jeune dans son milieu familial de vie.

Art. 3. § 1^{er}. Les centres travaillent sous mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

§ 2. Le mandat ne peut concerner plus d'un jeune. Le mandat précise la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée qui est au maximum de trois mois avec possibilité de deux prolongations d'un mois maximum. Ces prolongations sont autorisées soit :

1^o si une période d'observation ou un travail d'orientation plus longs s'avèrent nécessaires;

2^o si la mise en oeuvre d'une autre aide ou l'admission du jeune dans un établissement scolaire, à l'issue de l'accueil du jeune par le centre, nécessite un délai;

En raison de circonstances exceptionnelles et si l'intérêt du jeune l'impose, sur demande motivée et après l'accord de l'administration, l'accueil du jeune peut être prolongé au-delà de cinq mois, à condition que cette prolongation n'empêche pas l'accueil d'autres jeunes, dans les limites de la capacité du centre.

§ 3. Le centre adresse un premier rapport à l'instance de décision, dans un délai d'un mois qui suit la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et éventuellement celles des bénéficiaires, il contient une analyse de la situation et les premiers éléments de l'observation.

Un second rapport est adressé à l'instance de décision au moins cinq jours avant la fin du mandat. Ce rapport contient les conclusions de l'observation, les propositions d'orientation ou les éléments permettant d'apprécier une éventuelle prolongation de l'accueil.

S'il échet, un rapport complémentaire est adressé à l'instance de décision au moins cinq jours avant la fin de chaque prolongation et chaque fois que l'instance de décision en fait la demande.

Lorsque le centre est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

Pour l'application de l'article 25, § 2 de l'arrêté visé à l'article 6 du présent arrêté, les taux de prise en charge sont fixés respectivement à 70 % et 55 % pour les services visés par le présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Le subventionnement*

Section 1re. — Dispositions générales concernant les subventions pour frais de personnel et de fonctionnement

Art. 5. Les prises en charge de jeunes confiés par d'autres instances que celles visées à l'article 3, § 1^{er} ne sont pas autorisées.

Section 2. — Subventions pour frais de personnel

Art. 6. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, est accordée aux centres sur la base des normes d'effectif suivantes :

a) 16,5 emplois équivalent temps plein pour les centres dont le projet pédagogique agréé fixe une capacité de 10 situations :

1^o 10 éducateurs dont un coordinateur justifiant une ancienneté d'au moins six ans, dans une fonction d'éducateur;

2^o 2 psycho-sociaux;

3^o 1 administratif;

4^o 2,5 techniques;

5^o 1 directeur.

b) pour les centres dont le nombre de situations visées par le projet pédagogique est supérieur à 10, en plus des normes fixées au a), par situation supplémentaire visée :

1^o 0,8 éducateur;

2^o 0,2 psycho-social;

3^o 0,25 technique.

Art. 7. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article précédent, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté visé à l'article 6 :

A. Personnel éducateur : toutes les fonctions;

B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou les licenciés possédant une des licences mentionnées à l'annexe 3 précitée, hormis la licence en droit;

C. Personnel administratif : commis, rédacteur ou économiste;

D. Personnel de direction : directeur avec le barème A ou B et coordinateur avec le barème B uniquement, justifiant d'une ancienneté d'éducateur de six ans au minimum.

E. Personnel technique.

Section 3. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 8. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 6 accordée aux centres est fixée à F 212 417 indexables par situation visée par le projet pédagogique.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 9. § 1^{er}. Les services qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté étaient agréés et conventionnés sur la base de l'article 61 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, pour un projet pédagogique similaire à celui visé par le présent arrêté, restent agréés et conventionnés jusqu'à leur agrément sur base du présent arrêté, pour autant qu'ils aient introduit une demande d'agrément sur la base du présent arrêté dans les quatre mois à dater de son entrée en vigueur.

L'agrément sur base du présent arrêté doit être pris au plus tard endéans les vingt-quatre mois à dater de son entrée en vigueur.

§ 2. Pour les services visés au § 1^{er}, l'agrément sur la base du présent arrêté ne donne pas lieu à une augmentation de la subvention provisionnelle pour frais de personnel allouée sur la base des dispositions réglementaires précédentes.

Art. 10. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1563

[C — 99/29254]

15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor observatie en oriëntering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor observatie en oriëntering die in aanmerking komen onder de instellingen die logement bezorgen aan de jongeren, vermeld in de artikelen 1, 14°, en 43 van het decreet, hierna de centra genoemd, worden in dit besluit vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — De opdrachten

Art. 2. § 1. De centra hebben als opdracht de collectieve opvang en de opvoeding van 10 tot 15 jongeren te organiseren voor wie een gespecialiseerde hulp buiten hun familiaal leefmilieu vereist is omwille van hun stoornissen en hun gedragingen en voor wie de observatie, de grondige analyse en een specifiek optreden verantwoord zijn omwille van de ernst ervan, ten einde de crisis te kunnen overwinnen dank zij een daartoe aangepaste begeleiding.

De centra maken voor iedere jongere een eindverslag op inzake observatie en een oriënteringsproject om zo mogelijk en indien het geen nadeel meebrengt voor de jongere, zijn wederopneming in het familiaal leefmilieu te bevorderen.

Art. 3. § 1. De centra werken op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

§ 2. Het mandaat mag niet op meer dan een jongere betrekking hebben. Het mandaat vermeldt de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doeleinden, de motieven en de duur van ten hoogste drie maanden met de mogelijkheid van twee verlengingen van ten hoogste een maand. Deze verlengingen zijn toegelaten ofwel:

1° indien het nodig blijkt een observatieperiode of een oriënteringswerk te verlengen;

2° indien de inschakeling van een andere hulpverlening of de toelating van de jongere tot een schoolinrichting op het einde van de opvang van de jongere door het centrum een uitstel vergt.

Wegens uitzonderlijke omstandigheden en indien het belang van de jongere het vereist, op gemotiveerd verzoek en na toestemming van het bestuur, kan de opvang van de jongere boven de vijf maanden verlengd worden op voorwaarde dat deze verlenging de opvang van andere jongeren niet verhindert, binnen de perken van de capaciteit van het centrum.

§ 3. Het centrum stuurt een eerste verslag naar de beslissingsinstantie binnen de maand die volgt op de datum van het mandaat. In dit verslag worden de verzoeken van de beslissingsinstantie en eventueel die van de gerechtsgenader nader bepaald, waarbij een analyse van de situatie en de eerste gegevens over de observatie worden gevoegd.

Een tweede verslag wordt ten minste vijf dagen vóór het einde van het mandaat naar de beslissingsinstantie gezonden waarin de conclusies van de observatie, de voorstellen inzake oriëntering of elementen vervat zijn die toelaten zich uit te spreken over een eventuele verlenging van de opvang.

Zo nodig wordt er ten minste vijf dagen vóór het einde van elke verlenging en elke keer dat de beslissingsinstantie erom verzoekt een bijkomend verslag naar die beslissingsinstantie verstuurd.

Wanneer het centrum door de jeugdrechtbank gemachtigd is, zendt het een afschrift van de verslagen naar de dienst voor gerechtelijke bescherming.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject het gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig kunnen behandeld worden. Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door de mandaten toevertrouwd aan de dienst. De aanvang van de tenlasteneming stemt overeen met de datum van het mandaat.

Voor de toepassing van artikel 25, § 2 van het besluit bedoeld bij artikel 6 van dit besluit, worden de cijfers van de tenlasteneming respectievelijk op 70 % en 55 % vastgesteld voor de diensten bedoeld bij dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *De betoelaging*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen voor de toelagen voor personeels- en werkingskosten

Art. 5. De tenlastenemingen van jongeren toevertrouwd door andere instanties dan deze bedoeld bij artikel 3, § 1, zijn niet toegelaten.

Afdeling 2. — Toelagen voor personeelskosten

Art. 6. § 1. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd wordt aan de centra toegekend op basis van de volgende bestandsnormen:

a) 16,5 betrekkingen die elk overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor de centra waarvan het erkend opvoedingsproject een capaciteit van 10 situaties bepaalt:

1° 10 opvoeders onder wie een coördinator die een anciënniteit van ten minste zes jaar kan bewijzen, in een ambt van opvoeder;

2° 2 psycho-sociaal;

3° 1 administratief;

4° 2,5 technisch;

5° 1 directeur.

b) Voor de centra waarvan het aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject hoger is dan 10, boven de in a) vastgestelde normen, per beoogde bijkomende situatie:

1° 0,8 opvoedend;

2° 0,2 psycho-sociaal;

3° 0,25 technisch.

Art. 7. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij vorig artikel komen enkel de volgende ambten in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het bij artikel 6 bedoelde besluit:

A. Opvoedingspersoneel : alle ambten.

B. Psycho-sociaal personeel: maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in de strafinrichtingen of assistent in de psychologie of de licentiaten houder van een van de licenties vermeld in de voormelde bijlage 3, behoudens de licentie in de rechten;

C. Administratief personeel : klerk, opsteller of huismeester.

D. Directiepersoneel: directeur met de weddeschaal A of B en coördinator enkel met de weddeschaal B, die een anciënniteit als opvoeder van ten minste zes jaar kan bewijzen.

E. Technisch personeel.

Afdeling 3. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 8. De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het bij artikel 6 bedoelde besluit die aan de centra wordt toegekend, wordt vastgesteld op het indexeerbaar bedrag van F 212 417 per situatie bedoeld door het opvoedingsproject.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 9. § 1. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren en een overeenkomst hadden gesloten op basis van artikel 61 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor een opvoedingsproject dat van dezelfde aard is als het project bedoeld bij dit besluit, blijven erkend en onderworpen aan de overeenkomst tot hun erkenning op basis van dit besluit, voor zover zij binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning hebben ingediend op basis van dit besluit.

De erkenning op basis van dit besluit moet worden toegekend uiterlijk binnen de vierentwintig maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding ervan.

§ 2. Voor de in § 1 bedoelde diensten geeft de erkenning op basis van dit besluit geen recht op een verhoging van de provisionele toelage voor personeelskosten toegekend op basis van de voorgaande verordeningsbepalingen.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1564

[C — 99/29250]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les centres d'orientation éducative visés aux articles 1^{er}, 14° et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. Le centre d'orientation éducative, ci-après dénommé le centre, a pour mission d'apporter au jeune, à ses parents ou à ses familiers un accompagnement social, éducatif et psychologique dans le milieu socio-familial ou ensuite de l'accompagnement, une mise en autonomie.

Art. 3. Le centre travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Le mandat précise les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée qui est au maximum d'un an renouvelable. Le mandat ne peut concerner plus d'un jeune. Le centre ne peut exécuter un mandat dont l'objet porterait sur des investigations, études sociales ou examens médico-psychologiques destinés à éclairer l'instance de décision sur la mesure à prendre.

Le centre fait un premier rapport à l'instance de décision dans les deux premiers mois qui suivent la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et éventuellement celles des bénéficiaires; il contient une analyse de la situation et le programme d'aide envisagé. Le premier rapport est suivi de rapports complémentaires dans un délai maximum de quatre mois qui suit la date du mandat et ensuite au minimum tous les quatre mois jusqu'à la fin du mandat. Un rapport de synthèse est fait à l'issue du mandat. Lorsque le centre est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre de situations traitées annuellement. Le nombre de situations effectives est déterminé par le nombre de mandats confiés au service. Le début de prise en charge correspond à la date du mandat.